

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 CERGY-PONTOISE

CERGY-PONTOISE, le 12/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

FLEX N GATE

Zone d'Activités Les Carreaux
95640 Marines

Références : 2023/0721
Code AIOT : 0006505836

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/09/2023 dans l'établissement FLEX N GATE implanté Zone d'Activités Les Carreaux 95640 Marines. L'inspection a été annoncée le 30/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FLEX N GATE
- Zone d'Activités Les Carreaux 95640 Marines
- Code AIOT : 0006505836
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine de FLEX'N'GATE basée à Marines est spécialisée dans la fabrication par l'injection, la peinture et l'assemblage de pare-chocs et Groupes Moto-Ventilateurs. Le processus de fabrication est l'injection, la peinture, l'assemblage et l'expédition.

Les pare-chocs et les becquets sont fabriqués à partir de presses à injection utilisant des granules de polypropylène, qui sont fondus dans un moule métallique creux puis refroidis et transférés vers les lignes de peinture.

Le procédé de mise en peinture permet de colorer le pare choc de la teinte de la carrosserie du véhicule.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Hauteur de la cheminée	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
13	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 4.4.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Canalisation des émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I	/	Sans objet
2	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	/	Sans objet
3	Points de prélèvements	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18	/	Sans objet
6	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19	/	Sans objet
7	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
8	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	/	Sans objet
10	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet
11	Surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est nécessaire que l'exploitant procède à une réévaluation complète de son Plan de Gestion des Solvants afin de parvenir à une quantification plus exacte de ses rejets diffus.

Les rejets atmosphériques canalisés sont quant à eux convenablement maîtrisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Canalisation des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Canalisation des émissions
Prescription contrôlée : Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés.
Constats : L'exploitant présente sur des diapositives ses process principaux (lignes de peinture G2M et Cleartech, presses) ainsi que l'ensemble des points associés de rejets (Oxydateur ligne G2M, oxydateur ligne Cleartech, Broierie n°1, Broierie n°2, Broierie Cleartech, Presse XRI). Les émissions atmosphériques sont principalement dues à ses deux lignes de peinture, associées à

des oxydateurs, ainsi que les cheminées des chaudières gaz utilisées pour le chauffage des bâtiments, et qui constituent donc des émissions canalisées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de rejets
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible.
Constats : L'exploitant indique qu'il n'est pas possible, pour des raisons d'éloignement et de compatibilité des process industriels, de fusionner l'ensemble des points de rejets. Il indique que pour des raisons économiques, l'exploitant est incité à fusionner ces points de rejets dans la mesure du possible, et que la situation actuelle correspond à un optimum. Par sondage, l'inspection vérifie la cohérence entre les points de rejets présentés par l'exploitant et les exutoires vus sur le terrain.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Points de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Points de prélèvements
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant présente la liste et la description des points de prélèvements associés aux points de rejets (oxydateur ligne G2M, oxydateur ligne Cleartech, Broierie n°1, Broierie n°2, Broierie

Cleartech, Presse XRI).
Le rapport T230027102-R01, établi par la société APAVE et daté du 16 mai 2023, conclut à partir du référentiel établi par la norme NF EN 15259, que les caractéristiques des points de rejets ont un impact faible ou nul sur l'évaluation de la conformité des rejets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Hauteur de la cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 52
Thème(s) : Actions nationales 2023, Hauteur de la cheminée
Prescription contrôlée : La hauteur de la cheminée ne peut être inférieure à 10 m.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de fournir les hauteurs des cheminées. Il lui est demandé de présenter à l'inspection un document faisant état de ces hauteurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 18
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des effluents
Prescription contrôlée : Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection des installations classées vérifie le respect de cette prescription sur les deux oxydateurs du site (1 par ligne de peinture), qui détruisent les solvants issus des cabines de peinture et des fours de désolvatation. L'exploitant explicite le fonctionnement des deux oxydateurs associés aux lignes de peinture Cleartech et G2M, qui sont asservis au fonctionnement de ces dernières. L'exploitant indique que l'entretien, la maintenance et le suivi des oxydateurs sont effectués par un prestataire. L'exploitant présente les rapports annuels associés, établis par la société Ancrage Environnement. Par sondage, l'inspection consulte les rapports établis en août 2023, qui font état d'un bon état général des équipements (NB : l'oxydateur de la ligne G2M a été mis en fonctionnement en 2018, l'oxydateur de la ligne G2M a été mis en fonctionnement en 2018).

<p>Pour chacun des oxydateurs, l'exploitant indique que le principal paramètre suivi est l'absence de défaut signalé par l'automate de contrôle-commande de l'oxydateur. Ce paramètre est suivi par un voyant, une alarme, et en cas de dysfonctionnement détecté provoque l'arrêt de la chaîne de peinture. Les paramètres pression et température sont également suivis et enregistrés par l'automate.</p> <p>Les défauts font l'objet d'un suivi et sont répertoriés au sein d'un tableur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 19
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traitement des effluents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/ opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.</p> <p>Les incidents ayant entraîné l'arrêt des installations de collecte, traitement ou recyclage ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation adéquate.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le défaut de fonctionnement des oxydateurs provoque l'arrêt des chaînes de peinture, ce qui permet de fait de réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité du traitement des COV.</p> <p>Les défauts font l'objet d'un suivi et sont répertoriés au sein d'un tableur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Traitement des fumées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de</p>

<p>démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>(...)</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</p> <p>(...)</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les opérations de démarrage/arrêt des oxydateurs sont réalisées automatiquement via le démarrage/arrêt des lignes de peinture, auxquels ils sont asservis. Le défaut de l'oxydateur provoque l'arrêt automatique de la ligne de peinture.</p> <p>L'exploitant présente le manuel d'utilisation de l'oxydateur établi par le fabricant, faisant état de l'ensemble des consignes nécessaires au bon fonctionnement des oxydateurs.</p> <p>L'exploitant présente également le programme de maintenance décrivant les vérifications à effectuer et leur fréquence.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Traitement des fumées

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation et de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Par ailleurs, tous les documents, enregistrements, résultats de vérifications, justificatifs et registres répertoriés dans le présent arrêté et dans l'arrêté préfectoral d'autorisation sont tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a été en mesure de présenter l'ensemble des documents sollicités par l'inspection (consignes, rapport d'entretien annuel, registre des dysfonctionnements, programme de maintenance, rapports de mesure de l'efficacité des oxydateurs).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2023, Autosurveillance des rejets
Prescription contrôlée : I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant indique que son programme de surveillance repose sur l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2006, et ne pas disposer d'un programme de surveillance en tant que tel. L'inspection constate néanmoins que la nature et la fréquence des mesures spécifiées dans l'arrêté préfectoral sont respectées. Il est demandé à l'exploitant de formaliser son programme de surveillance dans un document autoportant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
Prescription contrôlée : III. Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : L'inspection vérifie, par consultation des rapports de mesures effectués par l'APAVE en 2022 et 2023, que la fréquence est a minima annuelle. L'inspection vérifie également que l'APAVE est bien agréée par le ministre chargé des installations classées (J.O. du 24décembre 2022) pour les paramètres faisant l'objet des mesures (Vitesse, Débit/Volume, NOx, poussières, monoxyde de carbone, Oxygène, Composés organiques volatils).
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2023, Conformité des rejets
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les résultats des contrôles sont bien tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Le rapport T230027102-R01, établi par la société APAVE et daté du 16 mai 2023, indique que les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 mai 2006 sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 4.4.3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants pour le site, mentionnant les entrées et les sorties des solvants de l'installations et faisant apparaître les émissions résultantes dans l'environnement notamment les émissions atmosphériques canalisées et diffuses. Ce plan, [...], est transmis annuellement à l'inspection des installations classées avant le 31 mars de l'année suivant la période considérée. [...]
Constats : L'exploitant présente en séance les hypothèses de son plan de gestion des solvants, transmis à l'inspection via l'application GEREPE en mars 2023, ainsi que le tableur servant de base au calcul. L'inspection formule, non exhaustivement, les remarques suivantes sur le tableur et le rapport : <ul style="list-style-type: none">- les quantités de solvants sortant du site sont largement supérieures à celles entrant sur le site ;- les rendements des oxydateurs apparaissant à plusieurs endroits dans le tableur, avec des valeurs différentes. Pour mémoire, les valeurs mesurées en amont et aval des expiateurs doivent servir de base au calcul des rendements ;- il est rappelé que ce qui est compté dans le flux d'émissions O6 dans les déchets ne doit pas être pris dans le flux d'émissions diffuses O4 ;- il est nécessaire d'étayer avec plus de détails les hypothèses servant au calcul des flux O6 et O7 ;- les valeurs du PGS doivent être cohérentes avec celles indiquées dans l'application GEREPE. La différence entre la quantité de solvants entrants et sortants est de nature à modifier l'appréciation de conformité de l'installation sur ses émissions diffuses (§4.3.3.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2006), sur laquelle l'inspection ne peut donc se prononcer.

Il est demandé à l'exploitant de procéder à une réévaluation complète de son Plan de Gestion des Solvants.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois